

Conseil scientifique CNRS des 17 et 18 novembre

Les deux journées ont oscillé entre l'analyse pointue de projets interdisciplinaires et une présentation nébuleuse de l'avenir de l'organisme par sa direction générale, sans chiffrage officiel précis.

Jean-Marc Douillard, élu SNCS au conseil scientifique du CNRS

Bien que sous-dotés financièrement, les programmes interdisciplinaires présentés étaient de grande qualité scientifique. Mais faut-il s'en satisfaire ? Il s'agit en général de « mariages » d'équipes, permettant de présenter des projets à l'ANR, afin de récupérer des moyens. Les projets déjà réussis (par exemple des banques de données jamais encore rassemblées) sont menacés de non-pérennisation. Certains projets avaient reçu, de ministères autres que la recherche, des masses financières qui ne dureront pas. L'image était donc assez noire, celle de chercheurs de haut vol s'organisant pour mendier de l'argent à l'extérieur. Le tout, sous un discours élaboré.

À cette lumière, la présentation du futur CNRS était bien inquiétante.

D'un côté, le CS a pu examiner le contour scientifique des futurs instituts. Mais dans le même temps, il a eu connaissance d'un rapport au ministre préconisant le contraire, faisant suite au rapport INSERM de l'AERES. Ce qu'on peut résumer à : « sortir la santé du CNRS, sortir l'informatique du CNRS... ». En attendant qui ? Malgré cette pression, le CS a approuvé très fortement la géométrie proposée par la DG, qui garde la totalité du personnel sous l'entière responsabilité de l'organisme. Un institut regroupant l'ingénierie et l'informatique lui a paru indispensable : l'interaction du « hard » et du « soft » étant une clé de l'avenir. De même, le CNRS étant de très loin l'organisme de référence en biologie, en chimie-biochimie, en psychologie, en instrumentation, etc., il est apparu fondamental de garder les forces du CNRS dans un institut des sciences biologiques.

Mais, malheureusement d'un autre côté, concernant l'avenir du CNRS, la direction générale donne l'impression de jouer au « Monsieur Plus de la LRU ». Elle a intégré l'idée qu'il faut par étapes transmettre très vite la gestion des labos aux universités. Très rapidement, on aura des UMR cogérées et des UMR uniquement gérées par l'université. Comme les crédits de fonctionnement baissent, dans ces UMR « universités », le CNRS sera très vite l'équivalent d'une agence d'intérim. Dans le même temps, le personnel administratif de l'organisme (en baisse) sera réorienté de la gestion vers les ressources humaines (passages dans l'université, départs à la retraite non compensés, offres d'emploi ciblées, intérim, etc.) La modification du contrôle de gestion des labos aura donc un aspect irréversible !

La future gestion de tout ce qui est « entre » les instituts, notamment les grands équipements, n'est pas claire. Après une période de transition, ceux-ci auraient aussi vocation à intégrer l'université.

On s'oriente donc vers la mise en place d'un CNRS ultra centralisé administrativement et agence de moyens humains (chercheurs et ingénieurs), voire agence d'intérim. Les dates n'ont pas été précisées, mais le discours du secrétaire général s'inscrivait dans le budget pluriannuel de l'État, entre 2008 et 2011. D'autres discours parlaient d'un horizon 2013 (plan pluriannuel du CNRS).

Dans la globalité, le CS n'a pas apprécié cette vision et a demandé une réécriture du texte d'étape proposé. La vision comporte, selon moi, quatre failles majeures.

Envisager les chercheurs et ingénieurs du CNRS comme des « super-assistants » des universités implique l'abandon d'un quelconque contrôle scientifique par l'organisme. On n'a jamais vu une agence d'intérim dicter la stratégie des groupes industriels !

La mobilité territoriale des agents CNRS suggérée par cette vision de la recherche impose des niveaux de rémunération (sans parler du déménagement et des conjoints-enfants) qui ne sont inscrits nulle part dans les budgets pluriannuels de l'État.

Le CNRS privilégiera le maintien de son contrôle gestionnaire sur les labos qu'il jugera importants. Or ce sont ceux-là mêmes que veulent les présidents d'université. On ne peut le leur reprocher. Il faut se préparer à des guerres locales cruelles.

Tout indique que les élus locaux géreront à terme l'ensemble de l'enseignement (collèges, lycées, universités). La recherche sera un problème politique local. Les universités y jouent déjà un rôle (cf. la composition sociologique des maires, députés et sénateurs). L'organisation centralisatrice du CNRS voulue par la direction générale nous interdira de jouer ce rôle de lobbyiste.

Autrement dit, on déshabille le CNRS d'une partie de ses personnels, du contrôle de ses apports financiers (les contrats passeront sous gestion universitaire) et on lui ôte un possible pouvoir politique légitime ! Au secours !